Document generated on 10/12/2024 1:18 a.m.

Relations

Portugal : la « patente qui fonctionne »

Ludvic Moquin-Beaudry

Number 807, March–April 2020

URI: https://id.erudit.org/iderudit/92937ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Moquin-Beaudry, L. (2020). Portugal : la « patente qui fonctionne ». *Relations*, (807), 32–34.

Tous droits réservés © Relations, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

PORTUGAL : LA « PATENTE QUI FONCTIONNE »

Après des années d'austérité administrée par la droite, le gouvernement du Parti socialiste a amélioré la situation du pays. Mais son bilan reste mitigé et les dernières élections ont mis fin à l'alliance inédite – vue comme une étrange « patente » – qui le liait à la gauche.

Ludvic Moquin-Beaudry

Murale « Virer à gauche contre l'austérité », Lisbonne, 1er juin 2014. Photo : Jeanne Menjoulet/Flickr

L'auteur enseigne la philosophie au Cégep de Saint-Jérôme

Depuis 2015, le Portugal semble faire bande à part parmi les démocraties occidentales : le pays a un gouvernement dirigé par un parti social-libéral appuyé par deux formations de gauche, il est sorti du cercle vicieux de l'austérité et connaît une reprise économique qui fait des jaloux en Europe. D'aucuns y voient un espoir pour les partis de gauche, un modèle de collaboration et de gouvernement. Chose certaine, le verdict électoral d'octobre 2019 traduit une satisfaction générale quant au chemin parcouru ces quatre dernières années, le Parti socialiste (PS) ayant été réélu pour un deuxième mandat.

Les années d'austérité

La population portugaise a goûté à de dures politiques d'austérité durant la dernière décennie, ce qu'il importe de rappeler lorsqu'on fait état de la situation actuelle. Après la période de forte croissance économique qui a suivi son adhésion à l'Union européenne (UE) en 1986, le Portugal a connu ralentissement, stagnation et récession au tournant du millénaire. En 2008-2009, la crise des *subprimes* atteint un pays dans une posture déjà précaire. En 2011, le gouvernement socialiste de José Sócrates se résigne à conclure une entente avec la « troïka » – composée de l'Eurogroupe, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international. Son but : obtenir un prêt de 78 milliards d'euros pour financer ses obligations financières, en échange d'un programme d'« ajustement économique ». Il s'agit en fait d'une cure d'austérité qui vise d'abord la réduction du déficit budgétaire par rapport au PIB (qui est passé de 9,8 % en 2010 à 3 % en 2013). Incapable d'obtenir une majorité parlementaire pour aller de l'avant, le gouvernement Sócrates est toutefois forcé de se soumettre au verdict des urnes. Or, c'est une coalition formée du Parti social-démocrate (PSD, centre droit) et des conservateurs du CDS-Parti populaire (CDS-PP), menée par Pedro Passos Coelho, qui est élue en juin 2011.

Le nouveau gouvernement applique une austérité de son cru qui se révèle plus dure encore. Celle-ci se traduit, entre autres, par des coupes draconniennes dans les salaires de la fonction publique (en moyenne de 20 % par rapport au niveau de 2010 et allant jusqu'à 25 % dans certaines catégories d'emploi), l'augmentation de la taxe de vente à 23 %, le sauvetage de la banque Millenium BCP (à hauteur de 3 milliards d'euros) et la vente de la part de Portugal Telecom appartenant à l'État. Cette « cure » entraîne un recul du PIB du pays trois années de suite, de 2011 à 2013, qui atteint 4 % en 2012. Le taux de chômage explose, touchant 15,7 % de la population active – 40 % chez les jeunes – cette même année. Les services publics – l'éducation en premier lieu – sont en crise, et la contraction économique provoque une vague d'émigration importante : entre 2011 et 2013, près

de 100 000 Portugais et Portugaises (soit environ 1 % de la population) quittent le pays *chaque année*[1].

Le tournant de l'élection de 2015

L'année 2014 est la dernière de l'entente avec la troïka. Bien que le Portugal ait retrouvé l'accès au marché obligataire pour financer sa dette et que l'économie montre des signes d'amélioration, la population est à bout de souffle et les services publics se sont dégradés. De plus, puisque le PS et le PSD ont participé à tour de rôle à la cure d'austérité du pays, les perspectives de changement semblent plutôt sombres.

Lors des élections d'octobre 2015, le gouvernement de coalition du PSD et du CDS-PP se présente dans la liste Portugal à Frente (« Portugal en avant »). Le Parti socialiste, avec António Costa comme nouveau chef (il était maire de Lisbonne), adopte une posture « réaliste », voire libérale. Costa ira jusqu'à déclarer que « les Portugais ne supportent plus les promesses qui ne peuvent pas être respectées[2] », ce qui témoigne d'ambitions plutôt modestes en matière de nouvelles politiques. Le champ gauche est occupé par la Coligação Democrática Unitária (CDU, coalition des communistes et des verts) et le Bloco de Esquerda (Bloc de gauche), qui est prêt à envisager une collaboration parlementaire avec les socialistes si nécessaire.

C'est ce qui se produira. Le soir du 4 octobre 2015, la coalition gouvernementale sortante obtient le plus grand nombre de votes exprimés, sans toutefois réussir à renouveler sa majorité de sièges au Parlement. Cela ouvre la porte à une entente entre le Parti socialiste, arrivé bon deuxième, et les partis de gauche pour renverser le gouvernement lors de la réouverture du Parlement. La CDU et le Bloc de gauche sortent renforcés de ces élections et se retrouvent en bonne posture de négociation pour amener les socialistes, qui ont besoin de leur appui pour atteindre une majorité, à adopter des mesures progressistes, en dépit du fait qu'ils ont fait campagne au centre.

À la demande des communistes, les discussions se font un à un entre le PS et les autres partis. Trois ententes écrites sont conclues, par lesquelles les communistes, les verts et les bloquistes de gauche acceptent d'appuyer le gouvernement d'António Costa lors des votes de confiance – en échange de quoi ils obtiennent différentes mesures issues de leurs programmes électoraux. Une telle alliance est inédite dans l'histoire du Portugal et suscite l'ire de la droite qui, en tant que gagnante des élections, se considère comme la seule force légitime à gouverner. Quelques jours avant le renversement du gouvernement sortant, le vice-premier ministre et chef du CDS-PP, Paulo Portas, irrité, lance une phrase devenue célèbre : « *não é bem um Governo, é uma geringonça* », qui pourrait se traduire ainsi : « Ce n'est pas vraiment un gouvernement, c'est une *patente*. » C'est cette patente qui prend le pouvoir le 26 novembre 2015.

La « patente » fonctionne

« *É geringonça, mas funciona* », dira António Costa en septembre 2016. Vue de loin, la situation semble idéale : les partis de gauche peuvent se vanter de forcer les socialistes à rompre avec une approche néolibérale, obtenant une hausse du salaire minimum à 600 euros par mois en 2019 ainsi que la régularisation de la situation des travailleurs précaires de l'État, autant de preuves de leur influence. De son côté, le PS peut gouverner sans trop de difficulté et se présenter comme pragmatique, sachant faire des compromis et piloter la reprise économique tant vantée du pays.

En effet, la réalisation la plus marquante du premier mandat d'António Costa est d'avoir « mis fin à l'austérité », sous la pression des communistes et du Bloc de gauche, sans avoir pour autant nécessairement réparé tous les dommages causés par ses prédécesseurs. Par la fin des coupes successives dans les dépenses de l'État, la reprise de la croissance des salaires du secteur public et la hausse des revenus des individus et des familles, la spirale de pauvreté dans laquelle le pays s'enfonçait depuis une dizaine d'années a été stoppée. La réforme de la loi sur la santé, visant à garantir une meilleure accessibilité aux soins et une diminution de la part du privé dans ce secteur, peut également être vue comme un progrès. Le seul fait que ces mesures aient été rendues possibles dans la situation où se trouvait le Portugal au début du mandat de Costa est en soi un succès important. Différents indicateurs le montrent : pour la première fois depuis 2000, la croissance de l'économie portugaise dépasse la moyenne européenne ; le taux de chômage a baissé à 6,4 % en juillet 2019 ; le solde migratoire est redevenu positif depuis 2017 et le déficit budgétaire est jugulé, l'État affichant même un léger excédent au premier semestre de 2019.

Il faut toutefois nuancer ce portrait, d'autant que le nombre de nouvelles mesures progressistes reste modeste. La reprise économique est certes encourageante, mais il ne faut pas oublier ses principaux moteurs : le boom touristique et la spéculation immobilière menée par des intérêts étrangers (facilitée par le programme de « visas dorés »). Ces deux phénomènes ont des effets pervers, comme le sentiment d'une « invasion touristique » et la saturation des villes de Lisbonne et Porto par Airbnb, qui vide des quartiers entiers de leurs habitants et fait exploser le coût du logement dans les centres urbains. Par ailleurs, le secteur de la construction immobilière, qui bénéficie de cette dynamique, offre des conditions salariales et de travail médiocres à ses ouvriers : la richesse ne « ruisselle » pas. Enfin, il faut noter la grande précarité du secteur bancaire – qui continue à inquiéter – et un ratio d'investissement public par rapport au PIB qui est le plus faible de toute l'Union européenne, notamment en raison de la dette publique qui, selon d'aucuns, doit être renégociée.

S'il est vrai que « la patente fonctionne », pour reprendre l'expression de Costa, les partis de gauche sont loin de dresser un constat triomphaliste. L'impression est plutôt que l'on a réussi à stopper l'hémorragie (économique et migratoire) et à réparer certains des dommages causés par la cure austéritaire du gouvernement précédent. « Nous avons fait ce qui devait être fait, nous n'avons aucun regret », résume Bruno Goís, du Conseil national du Bloc de gauche[3]. Mais davantage pourrait être fait pour consolider la croissance, améliorer les conditions de vie de la population et assurer une transition écologique. Par ailleurs, la méfiance règne entre les partenaires : les socialistes comptent sur l'appui de la droite pour faire

adopter certains budgets et lois, ce qui rend suspicieux ses alliés bloquistes et communistes qui, de leur côté, n'arrivent pas à s'unir pour forcer le gouvernement à faire davantage de concessions du côté gauche.

Le verdict de 2019

L'automne dernier, la campagne électorale prend ainsi les allures d'un plébiscite pour ou contre la *geringonça*. Compte tenu de la sortie de l'austérité et de la réputation de « bon élève » de l'UE qu'a maintenant le pays, il est difficile pour le PSD d'attaquer frontalement le gouvernement sortant. Pour tenter de gagner des appuis, il mise alors plutôt sur des scandales ponctuels et sur l'évocation de doutes quant à la compétence des socialistes. De son côté, le CDS-PP fait campagne contre la « menace » d'une majorité de gauche, message qui n'a pas une grande résonance dans la population. Au PS, on mise sur le thème de la stabilité et sur la popularité des mesures mises en place depuis 2015, alors qu'à gauche, on réclame davantage pour le peuple et l'environnement.

Au scrutin du 6 octobre dernier, le PS remporte son pari et obtient un deuxième mandat, sans toutefois parvenir à obtenir une majorité. Globalement, les forces de gauche et de centre-gauche sortent renforcées de ce scrutin, qui a également vu le parti PAN (écologiste et animaliste) gagner quatre sièges et le parti LIVRE (centre-gauche écosocialiste) obtenir son premier député. Les grands perdants de cette élection sont les deux principaux partis de droite, le PSD et le CDS-PP, dont les appuis combinés ont chuté à leur niveau le plus bas depuis la Révolution des œillets en 1974. À droite du CDS-PP émergent deux partis qui obtiennent environ 1 % du vote et un siège chacun : Alternativa liberal (libéralisme) et CHEGA (extrême droite).

Le Parti communiste perd aussi de nombreux appuis, notamment à cause de la contradiction entre sa posture historique d'opposition et son appui parlementaire au gouvernement socialiste. Or, on convient généralement qu'une coalition va le plus souvent nuire au plus petit de ses partenaires, et c'est bien le cas ici, alors que le Bloc de gauche se maintient et ne souffre pas de sa stratégie de « contributeur critique » à la majorité parlementaire. Dans la nouvelle composition du Parlement, le PS, n'ayant plus besoin que d'un seul de ses deux partenaires de la précédente législature, a décidé de ne pas signer d'accord avec les communistes ou les « bloquistes » pour les quatre prochaines années. Il sera dès lors plus difficile pour ces formations de gauche de forcer la main du gouvernement, mais elles gagneront une plus grande liberté de critique à l'issue de ces quatre années d'une « patente » qui ressemblait davantage à un mariage de raison forcé par les circonstances qu'à une union formée sous le signe de l'amour.

1. Voir Rui Pena Pires, « *Portuguese Emigration Today* », dans Pereira, C. et Azevedo J. éd., *New and Old Routes of Portuguese Emigration*, IMISCOE Research Series, Springer, Cham, 2019.
2. Cristina Figueiredo, « *A lista das (poucas) promessas de António Costa. Atualizada* », *Expresso*, 10 mars 2015 (traduction libre).
3. Entrevue menée par l'auteur à Lisbonne, le 24 juillet 2019.

La Grande transition : Construire l'utopie

Face aux nombreuses crises actuelles, l'heure n'est plus aux bilans, mais à l'élaboration d'un véritable projet de transition hors du capitalisme.

C'est ce à quoi s'attèleront - sous l'angle de l'économie, de l'environnement, de la démocratie, de l'anti-impérialisme, de la lutte aux oppressions et de la décolonisation - les quelques centaines de panélistes, conférencier·ière·s et participant·e·s de La Grande transition.

Occasion de s'outiller, de renforcer nos liens et de promouvoir des alternatives au capitalisme et aux systèmes d'oppressions, les 4 jours d'activités en anglais et en français s'adressent aux activistes, syndicalistes, universitaires, militants·e·s et étudiant·e·s désireux·euses d'imaginer de nouveaux futurs.

Le monde en crise exige de nous un travail de construction d'utopies.
C'est ce à quoi La Grande transition vous convie.

Du 21 au 24 mai 2020, à l'Université du Québec à Montréal
Pour plus d'information, suivez notre page Facebook
ou visitez lagrandetransition.net

LA GRANDE TRANSITION 2020
CONSTRUIRE L'UTOPIE